



Sauvegarder



Partager



Partager



Partager



Partager

Trois départements ultramarins figurent sur le podium des régions françaises où les transferts nets en faveur des ménages sont les plus élevés.

Par **Claire Domenech**

Publié le 04/12/2021 à 12h34

L'Insee a publié l'été dernier une décomposition du revenu disponible brut des ménages par région ainsi que pour chaque région, la valeur ajoutée de la branche "administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale". À partir de ces chiffres, **Fipeco** a pu en déduire les transferts nets (prestations sociales, services publics, cotisations sociales, impôts directs...) opérés en faveur des habitants de chacune des régions.

Ainsi, la région qui perçoit le plus de transferts nets en faveur des ménages est la **Guadeloupe** (9.100 euros par habitant), devant la Martinique (8.100 euros par habitant) et la Réunion (7.800 euros par habitant). Le site d'informations sur les finances publiques souligne que les cinq régions ultramarines touchent en moyenne 7.300 euros par habitant contre 3.600 euros par habitant en moyenne au niveau national.

>> A lire aussi - Violences aux Antilles : l'autonomie de la Guadeloupe sur la table

Une constatation qui interroge alors que les Antilles sont depuis une dizaine de jours en proie à une vive contestation sociale. Né du refus de l'obligation vaccinale contre le Covid-19 pour les soignants et pompiers, le mouvement social, qui touche également Saint-Martin, s'est étendu à des revendications politiques et sociales, notamment contre la vie chère.

>> A lire aussi - Chômage, tourisme... ce qu'il faut savoir sur la Guadeloupe

En métropole, les régions où les ménages reçoivent les transferts nets les plus importants sont la Nouvelle-Aquitaine (5.400 euros par habitant), la Corse et l'Occitanie (5.200 euros par habitant). Les transferts les plus faibles étant perçus en Auvergne-Rhône-Alpes (3.400 euros par habitant), dans les Pays de la Loire (4.000 euros) et enfin en Ile-de-France (-900 euros par habitant). Un chiffre négatif en raison d'impôts et de cotisations sociales plus importants dans cette région que la moyenne nationale, souligne Fipeco. Des résultats néanmoins fragiles, à prendre avec précaution, même s'ils donnent un ordre de grandeur de la redistribution entre les régions.
